

Désarmer les marchés financiers : pour quoi faire ?

Jean-Marie Harribey et Aurélie Trouvé

Maîtres de conférences respectivement à l'Université Bordeaux IV
et à l'Établissement national d'enseignement supérieur agronomique de Dijon
Co-présidents d'Attac-France

Note pour le Conseil scientifique d'Attac, 2007

Les historiens diront plus tard pourquoi une question aussi technique et rébarbative que la taxation des transactions de change pour lutter contre l'emprise de la finance sur les sociétés s'est répandue comme une traînée de poudre à la suite d'un éditorial d'Ignacio Ramonet, il y a maintenant dix ans¹. Quelle alchimie a permis, en l'espace de quelques mois, la création d'Attac en France et, dans un grand nombre de pays, la convergence de mouvements sociaux ou écologistes débouchant sur le rassemblement de Seattle contre la rencontre ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à l'automne 1999, puis sur les premiers forums sociaux à partir de 2001 ? Pratiquement d'un jour à l'autre, l'altermondialisme était né et il allait s'opposer à ce qui passait à l'époque pour une « pensée unique » à laquelle l'éternité était promise : le marché comme régulateur global et omniscient, sans concurrent après l'effondrement du Mur de Berlin, puisque nous étions, paraît-il, parvenus à la « fin de l'histoire » dans laquelle il n'existerait plus qu'un « choc des civilisations » mais plus de luttes de classes.

D'où vient l'altermondialisme ?

Comment le capitalisme mondialisé avait-il secrété son opposition ? A la charnière des années 1960-70, le capitalisme traverse une grave crise de rentabilité dont les causes sont multiples, mais parmi lesquelles figure au premier plan la difficulté à faire produire de la plus-value à des travailleurs dont l'embrigadement tayloriste est parvenu à un point limite, au moment où les innovations techniques exigent des masses de capitaux de plus en plus grandes et où les luttes anticoloniales restreignent les marges de manœuvre des puissances impérialistes.

La crise du profit n'a pas duré. Une décennie plus tard, les bases de la restructuration capitaliste sont déjà posées. Le capital a désormais le droit de se déplacer librement et tout obstacle à la circulation des produits industriels est peu à peu levé. Ensuite, viendra le tour des produits agricoles et des services. Avec le développement très rapide des marchés, la mondialisation financière s'installe et l'exigence de rentabilité s'élève progressivement. Cela est possible parce que, partout dans le monde, l'austérité salariale est imposée : la progression des salaires directs est déconnectée de celle de la productivité du travail et les systèmes de protection sociale sont remis en cause. Ainsi se réalise un programme libéral radical, dit néolibéral : déréglementations et privatisations qui atteignent des secteurs vitaux comme la distribution de l'eau et l'accès aux connaissances, ajustement structurel draconien dans les pays du Sud sous la conduite du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Le résultat fut à la mesure de la violence de la thérapie capitaliste. Explosion de la dette du tiers-monde (multiplication par 50 en vingt ans) après l'augmentation des taux d'intérêt consécutive à la décision de la Réserve fédérale états-unienne (FED) en 1979 ; crises financières à répétition ; enrichissement des classes capitalistes, gavées de dividendes, de

¹ I. Ramonet, « Désarmer les marchés financiers », *Le Monde diplomatique*, décembre 1997.

stock-options et de plus-values boursières, et, corrélativement, appauvrissement relatif des classes pauvres, et même absolu pour tous les exclus du système : chômeurs, précaires, migrants refoulés de partout. Et, pour couronner le tout, une crise écologique majeure, avérée, et que ne peut contrôler un système avide de profit.

C'est lorsque règne l'ordre théorisé depuis plusieurs décennies par les *think thanks* libéraux² et labellisé par le « Consensus de Washington »³, c'est-à-dire les « dix commandements » – selon l'expression employée en haut lieu – de la purge imposée aux peuples⁴, que des résistances au néolibéralisme émergent au Chiapas en 1994, en France en 1995, en Corée du Sud en 1996, et que l'altermondialisme fait irruption, notamment en France avec la création d'Attac⁵ en 1998. Un déclic se produit autour de trois idées simples, taxer les transactions de change (taxe Tobin), supprimer les paradis fiscaux et annuler la dette du tiers-monde ; le tout résumé par un seul slogan : « le monde n'est pas une marchandise ».

Mais, plus important encore, les thématiques altermondialistes s'élargissent bientôt, pour prendre en compte les multiples aspects des dégâts de la mondialisation du capitalisme néolibéral. Le cas d'Attac est à cet égard symptomatique. Cette évolution peut se lire à au moins trois niveaux, correspondant aux mobilisations auxquelles l'association a participé et que, pour certaines, elle a animées.

- La dénonciation de la finance a très logiquement débouché sur celle de la pression qu'elle exerce sur l'emploi, les conditions de travail et la protection sociale. « La finance contre l'emploi », « les licenciements de convenance boursière » expriment la relation qui existe entre la persistance d'un chômage de haut niveau et la satisfaction toujours plus grande des actionnaires. La mobilisation sociale contre le laminage des retraites en 2003 en France place au centre du débat public la question de la répartition équitable de la richesse produite, aujourd'hui et demain. Les campagnes contre la libéralisation des services organisée par l'Accord général sur le commerce des services de l'OMC montrent l'incompatibilité entre l'ouverture généralisée à la concurrence et l'accès universel aux services de base.

- Ainsi, c'est à l'intérieur des différentes composantes de l'altermondialisme que renaît une discussion sur le mode de développement dans les sociétés modernes. Face au productivisme dévastateur de la nature et face à la destruction des systèmes sociaux et culturels sous les coups de boutoir de la finance, s'esquissent des analyses et des propositions qui ne se satisfont pas des ambiguïtés entourant le concept de développement durable repris en chœur par les gouvernements les plus conservateurs et les multinationales les plus prédatrices. Certes, le consensus n'existe pas entre les tenants d'une décroissance de la production et ceux qui entendent redéfinir le développement autour de la satisfaction des besoins essentiels pour tous les êtres humains et le respect des droits fondamentaux. Mais, au moins, une chose est sûre : le bien-être ne peut plus être associé à une croissance économique éternelle, impossible de toute manière. L'humanité ne réussira pas à stopper ni même à ralentir le réchauffement climatique sans réviser de fond en comble les modes de production et de consommation, avant tout ceux des plus riches.

- Mais les changements radicaux ne peuvent être imposés de force aux populations. Tôt ou tard, l'exigence de démocratie resurgit. Le refus par nombre de citoyens européens d'une

² Voir S. Halimi, *Le grand bond en arrière, Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde*, Paris, Fayard, 2004.

³ J. Williamson, « What Washington means by policy reform », in *Latin American Adjustment : How much has happened ?*, Washington, Institut of International Economics, 1989.

⁴ Voir Attac, *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Mille et une nuits, 2004.

⁵ Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens.

Union européenne dans laquelle la concurrence est la loi fondamentale, tandis que les droits sociaux restent au mieux une option et que l'intervention des citoyens est jugée inopportune, est révélateur d'une dimension essentielle de l'altermondialisme : l'aspiration à la démocratie traverse toutes les mobilisations, sur quelque sujet que ce soit. En particulier, elle a inspiré l'appropriation par une large partie de la population française du contenu du projet de traité constitutionnel européen (TCE), au point d'aboutir à son rejet. Quand les citoyens s'en mêlent – et ce fut un grand moment d'éducation populaire –, les gouvernements ne peuvent plus faire ce qu'ils veulent et le discours des médias, unilatéral et acquis à la cause du néolibéralisme, tombe à plat. De la démocratie à la paix, il n'y a qu'un pas. « Un autre monde » sera pacifique : tel est le sens des manifestations qui se sont déroulées dans le monde entier le 15 février 2003 alors que George W. Bush préparait sa guerre contre l'Irak.

Vers où peut aller l'altermondialisme ?

En une décennie se sont dessinés les contours d'alternatives au capitalisme néolibéral, parce que celui-ci engendre des contradictions qu'il a peine à maîtriser, comme les crises financières à répétition, les crises sociale et écologique, l'exacerbation des conflits géopolitiques. Ces esquisses sont originales car, peut-être pour la première fois dans l'histoire moderne, elles ne sont pas nées d'un projet théorique *a priori* mais de pratiques concrètes de luttes contre les multiples formes d'asservissement dans le monde. En effet, si les orientations économiques et politiques majeures sont dictées par la dynamique du capital et l'exploitation du travail, la domination des uns sur les autres ne se réduit pas à cette seule dimension. La domination des hommes sur les femmes ou bien celle du Nord sur le Sud n'ont pas été inventées par le capitalisme néolibéral, mais celui-ci les utilise pleinement, d'une part pour flexibiliser le marché du travail, d'autre part pour redéployer ses activités à l'échelle planétaire.

Dans ce contexte, l'altermondialisme se trouve à un tournant. Il lui faut ne rien perdre de la radicalité de sa critique, tout en construisant une cohérence aux alternatives en cours d'élaboration et en travaillant à la convergence des mouvements qui forgent celles-ci.

- Quelle cohérence ? L'altermondialisme se situe d'une part dans une triple filiation : il prolonge et renouvelle le projet d'émancipation humaine porté depuis deux siècles par le mouvement ouvrier, ainsi que par les mouvements pour la décolonisation et la conquête de la démocratie⁶. D'autre part, il s'inscrit dans une perspective nouvelle d'élargissement de la problématique d'émancipation permettant d'intégrer la dimension écologique aux revendications sociales. La stratégie pour y parvenir est indiquée par un élément-clé qui relie la lutte sociale du XX^e siècle et la lutte écologico-sociale du XXI^e, à savoir la nécessité de socialiser la richesse et les moyens de produire la richesse : à l'objectif de socialiser les moyens de production industriels, dont le socialisme du XX^e siècle avait fait la condition nécessaire et – à tort – suffisante de la transformation de la société, s'est ajouté celui de rendre inaliénables les biens communs de l'humanité (eau, air, ressources rares, terre, connaissances) qui seront demain les sources principales de la richesse produite par les hommes.

La question de la propriété collective n'a donc pas disparu de l'histoire humaine, elle s'est seulement déplacée pour s'épaissir. Déplacement signifie que le point d'entrée est désormais différent. Socialisons les biens communs, il sera alors nécessaire de restreindre drastiquement le pouvoir – et donc le droit relatif à la propriété – des actionnaires en introduisant de plus en plus de démocratie dans les entreprises et en écrétant radicalement les

⁶ Voir G. Massiah, « Evolution globale et altermondialisme », 2007, <http://www.france.attac.org/spip.php?article7657>

revenus financiers⁷. C'est le sens notamment de la trilogie que le Manifeste d'Attac portait en titre⁸ : solidaire, écologique et démocratique. Le corollaire de la socialisation des biens communs est la socialisation d'une fraction croissante de la richesse grâce à une sphère non marchande dont la légitimité repose sur une idée simple : lorsque la collectivité anticipe l'existence de besoins sociaux (éducation, santé, transports, etc.) et qu'elle investit et embauche pour cela, les travailleurs des services non marchands produisent d'authentiques valeurs d'usage, c'est-à-dire des richesses, pendant que les impôts et cotisations, qui sont le prix socialisé des services non marchands, valident le choix démocratique qui a été fait⁹.

La récente crise immobilière et financière survenue aux Etats-Unis au cours de l'été 2007 rappelle une fois encore l'urgent besoin d'une régulation mondiale très différente de celle en cours : une régulation capable d'harmoniser la satisfaction des besoins au plus près des populations et les impératifs globaux. Dans cet esprit, l'idée de taxes globales susceptibles d'assurer la préservation et le développement des biens communs de l'humanité, et l'accès de tous les humains à ces biens, fait maintenant son chemin.

- Quelle convergence ? Cette question renvoie aux alliances à former. Deux types d'alliances nous paraissent primordiales pour dépasser les contradictions existantes. La première concerne le rapport Nord-Sud. Les effets les plus délétères du libre-échange se produisent dans les pays du Sud soumis à une concurrence qu'ils ne peuvent supporter, en particulier pour les produits agricoles lorsque leur autonomie alimentaire a été anéantie en même temps que leurs cultures vivrières. La solidarité internationale exige que les altermondialistes du Nord s'opposent aux accords commerciaux bilatéraux ou multilatéraux comme la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA ou ALCA) ou les Accords de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP), que l'Union s'efforce d'imposer. Dans le même ordre d'idées, une révision radicale de la politique agricole commune européenne est indispensable¹⁰, afin qu'elle soit non productiviste et non agressive vis-à-vis des agricultures du Sud.

La seconde alliance à nouer est entre les forces représentatives du salariat et les écologistes. Compte tenu de la double crise, sociale et écologique, l'urgence est de bâtir une convergence entre les revendications sociales, souvent immédiates, et les préoccupations écologiques qui s'inscrivent dans une perspective de plus long terme. Jusqu'ici, tout semblait opposer ces aspirations ; aujourd'hui, l'altermondialisme porte l'idée que la transformation des rapports de production ne peut se faire sans changer la production elle-même¹¹. Dans ce cadre, un double élargissement des forums sociaux mondiaux est en cours et doit encore s'approfondir : un élargissement géographique, déjà commencé par la tenue des forums à Mumbai, Caracas, Nairobi, et un élargissement des bases sociales par la présence de syndicats de travailleurs salariés et de paysans, et celle des mouvements des exclus.

A son échelle, Attac représente une expérience originale ~~d'embryon~~ de convergence entre des mouvements impliqués dans différents secteurs de lutte contre le capitalisme néolibéral, dans une perspective qui est d'emblée *altermondialiste*, à travers la constitution de réseaux d'Attac en Europe et dans le monde et à travers son implication dans les forums

⁷ Voir F. Lordon, « Une mesure contre la démesure de la finance : le SLAM ! », *Le Monde diplomatique*, février 2007.

⁸ Attac, *Manifeste altermondialiste, Construire un monde solidaire, écologique et démocratique*, Paris, Mille et une nuits, 2007.

⁹ J.-M. Harribey, « Réexamen du travail productif pour théoriser la démarchandisation, Eléments pour une économie politique de l'altermondialisme », Congrès Marx International V, 2007, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/demarchandisation.pdf>.

¹⁰ J.-C. Kroll, A. Trouvé, « Quel projet pour l'agriculture ? », *Politis*, n° 944, 22 mars 2007.

¹¹ Voir Attac, *Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste*, Paris, Mille et une nuits, 2006.

sociaux. Cette convergence est une condition à la fois de l'avancée de l'« éducation populaire » et de la réussite de l'action. Tel sera le sens encore de la semaine d'action du FSM qui culminera partout dans le monde le 26 janvier 2008.

Des taxes globales pour financer les biens communs, une fraction de la richesse légitimement socialisée, des échanges fondés sur la coopération et le respect des normes sociales et écologiques, des orientations décidées sur la base de la démocratie au plan local comme au plan global, des droits humains respectés pour tous et toutes prennent alors du sens. Tout cela a-t-il un nom ? On ne peut encore de le dire. Peut-être s'agira-t-il du socialisme du XXI^e siècle ; seuls les peuples pourront en décider. Pour l'heure et pour notre part, nous continuerons à nous attacher à produire les moyens de l'éducation populaire. Tant il est vrai, comme le disait Marx, que « la théorie se change, elle aussi, en force matérielle, dès qu'elle saisit les masses »¹². Sans doute, d'ailleurs, aurait-il dû dire « quand les masses s'en saisissent ». C'est tout le programme d'un altermondialisme vivant.

¹² K. Marx, *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel*, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome III, 1982, p. 390.